



CP / Droits de la nature: le fleuve Tavignanu doté d'une déclaration de droits, une première en France

par justine.ripoll | Jul 29, 2021 | A la Une, Actualités, Communiqué de presse,

Droits de la Nature, Droits de la nature et ecocide, Notre actualité, Presse



Jeudi 29 juillet 2021

Une coalition regroupant le collectif Tavignanu Vivu, UMANI et Terre de Liens Corsica-Terra di u Cumunu, et assistée par Notre Affaire à Tous, lance aujourd'hui la déclaration des droits du fleuve Tavignanu en Corse. Il s'agit d'une première en France. Déjà soutenue par plusieurs citoyens, élus locaux et eurodéputés, cette déclaration ambitionne à terme d'aboutir à l'organisation

d'un référendum local sur le statut du fleuve Tavignanu.

Faire un don

Cette déclaration s'inscrit dans le mouvement mondial de reconnaissance des droits de la nature qui est en plein essor, et marque le début d'une révolution juridique et culturelle en France où les initiatives locales pour les droits de la nature se multiplient. Elle fait suite à l'autorisation d'exploitation d'un projet industriel particulièrement menaçant pour le fleuve Tavignanu.

Le fleuve Tavignanu est le deuxième fleuve de Corse et abrite une biodiversité remarquable. La basse vallée du Tavignanu est classée site Natura 2000 et le fleuve a également été inventorié à trois reprises comme ZNIEFF. Ce fleuve est pourtant menacé par un projet d'enfouissement de déchets ménagers et assimilés, de déchets amiantés et de terres amiantifères devant être installé dans un méandre du fleuve, en amont des captages pour l'eau potable et l'eau d'irrigation de toute la région. De nombreux citoyens et associations, soutenus par des autorités corses, dénoncent depuis de nombreuses années, expertises à l'appui, l'instabilité du terrain potentiellement amiantifère sur lequel doit être installé le projet, et les risques

de pollution du fleuve et de sa biodiversité environnante, jusqu'à son embouchure. Malgré cette forte opposition, le Conseil d'Etat a récemment validé l'autorisation d'exploiter de l'entreprise Oriente Environnement.

Face à cette décision, le collectif *Tavignanu Vivu*, UMANI et Terre de Liens Corsica-*Terra di u cumunu* (la "**coalition**") ont décidé de continuer le combat sur un autre terrain. Ils ont contacté Notre Affaire à Tous pour les aider à rédiger une déclaration de droits pour le fleuve Tavignanu, inspirée du modèle de [Déclaration Universelle des Droits des Rivières](#) du Earth Law Center.

Une telle démarche a été favorisée par une rencontre entre le collectif *Tavignanu Vivu* et Valérie Cabanes, juriste internationaliste qui milite activement pour les droits de la nature, lors d'une conférence au parc Galea en 2019.

Pour Alexis Cortinchi, du collectif *Tavignanu Vivu*, *"l'autorisation d'exploiter donnée à ce projet d'enfouissement relève d'une irresponsabilité coupable. Le Tavignanu a des droits impérieux, il nous appartient à tous de les faire valoir"*. *"Nous faisons tous partie du « peuple des fleuves »"*, ajoute Jean-François Bernardini d'Umani.

Pour Marine Yzquierdo, qui a coordonné le travail de rédaction de la déclaration au sein de Notre Affaire à Tous, *"cette déclaration est une réponse au cadre judiciaire actuel qui autorise la pollution d'un écosystème pourtant essentiel au maintien et au fonctionnement de la vie dans la région. Nous sommes heureux d'assister le collectif pour porter cette déclaration, et espérons aider d'autres collectifs et collectivités locales à lancer des initiatives similaires pour protéger des entités naturelles menacées par des projets industriels, comme ce que nous observons dans différents pays."*

La coalition entend ensuite porter cette déclaration à l'échelle européenne et sensibiliser les décideurs européens. Elle souhaite également organiser, à terme, un référendum local sur le statut du fleuve Tavignanu. Après la bataille judiciaire, l'objectif est à présent d'agir sur le terrain politique. Citoyens, associations, élus locaux et eurodéputés sont donc invités à soutenir cette déclaration en signant la pétition en ligne à l'adresse suivante:

<https://www.tavignanu.corsica/>. Les élus locaux sont en outre invités à adopter cette déclaration en séance afin de lui donner plus de portée.

Marie Toussaint, eurodéputée, estime que *“ce* Faire un don *initiative n’est pas sans rappeler celle portée par les riverains du Lac Erié, aux Etats-Unis, qui se battent contre les industries polluantes à l’aide d’une déclaration des droits du lac rédigée et plébiscitée par voie de référendum citoyen. Peu à peu, ces déclarations citoyennes deviennent du droit dur, contraignant. Et ce que prouve cette nouvelle initiative citoyenne, c’est à la fois que la reconnaissance des droits de la nature est une urgence, et que les citoyens l’ont compris. C’est au tour de l’Etat et de l’Europe de le concrétiser.”*

Le lancement de cette déclaration constitue une première étape. Une deuxième étape avec une conférence de presse est prévue le 9 septembre prochain à Marseille, lors du Congrès de l’UICN, au cours de laquelle la coalition détaillera les suites attendues de cette déclaration.

Pour en savoir plus et soutenir cette déclaration:
<https://www.tavignanu.corsica/>.

CONTACTS PRESSE :

Notre Affaire à Tous : Marine Yzquierdo –
06.50.27.05.78

Collectif Tavignanu Vivu : Alexis Cortinchi –

06.75.32.98.27

Faire un don

UMANI : Jean-François Bernardini – 06.87.77.83.37

Terre de Liens Corsica-Terra di u Cumunu :

Stevana Careddu – 07.71.58.33.01

Marie Toussaint : 06.42.00.88.68

Search

Recent Posts

CP / Au 31 décembre 2022, l'action climatique de l'Etat aura été insuffisante. Les associations demanderont une astreinte financière en 2023.

CP/ **Les plaintes internationales déposées contre la FIFA accroissent la pression sur la Suisse**

CP / **Directive européenne sur le devoir de vigilance: le Conseil de l'Union européenne approuve un texte affaibli par la France**

IMPACTS n°20 – 30 novembre 2022 – Les mobilités

CP / Déforestation en Amazonie : les associations refusent la proposition de médiation dans l'action en justice contre Casino

[Faire un don](#)

SUIVEZ NOS ACTIONS, ABONNEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER

[Je m'abonne](#)

[Mentions légales](#)

[Politique de confidentialité](#)

[Faire un don](#)

